

SERIE. I^{er} VOL. — N^o 1.

31^e ANNÉE. — Mars 1925.



La Coopération des idées

ORGANE BIMESTRIEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

RÉDIGÉ PAR GEORGES DEHERME

SOMMAIRE :

**Ce que nous proposons aux lecteurs que nous
choisirons.**

Apologie de la vie chère.

Anthologie de la Bêtise.

Les Livres qui font penser.

Ce Numéro de 48 pages : 1 fr. 50.

ADMINISTRATION & RÉDACTION :

Georges DEHERME, à Aups (Var)

Vente et abonnements :

Librairie RENÉ GUILLOU, 5, Place de la Sorbonne. — Paris V^e

ABONNEMENTS

Les numéros de *la Coopération des idées* auront le nombre des pages et la périodicité que nécessiteront les circonstances. Le prix de l'abonnement est donc fixé au volume qui sera de 320 pages au moins : soit **10 francs** pour la France et **15 francs** pour l'Étranger.

Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit. En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

Nous proposant surtout la régénération des opinions et des mœurs, nous ne reconnaissons pas les « droits d'auteurs ». Nous autorisons donc, sans conditions, nous sollicitons même la reproduction de tout ce que publiera *la Coopération des idées*.

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait directement la demande ou dont l'adresse nous est transmise. C'est nous aider efficacement que de nous envoyer des listes d'adresses.

Pour tout ce qui concerne LA COOPÉRATION DES IDÉES, écrire à M. Georges DEHERME, à Aups (Var).

La Coopération des idées

CE QUE NOUS PROPOSONS AUX LECTEURS QUE NOUS CHOISIRONS

C'est le 15 décembre 1894 que parut le premier numéro de *la Coopération des idées*. En trente ans, son aspect, sa forme, sa périodicité, sa manière se sont modifiés plusieurs fois. Mais la volonté de celui qui l'a fondée et l'a toujours rédigée et dirigée n'a pas dévié de sa ligne; le but, en se précisant, ne s'est pas déplacé.

« Revue de sociologie positive », « Journal populaire d'éducation et d'action sociales », « Revue d'éducation sociale », « Appel aux civils » pendant la guerre, ensuite « publication du Groupe Auguste-Comte », maintenant « Organe de la Réaction du bon sens » : autres étiquettes, autres tons, avatars du corps, — mêmes fins, même âme.

En reprenant cette publication, nous n'avons pas la présomption de croire que nous allons, à coups de plume, rompre l'immense front d'airain de la Bêtise œcuménique. Dans l'effroyable chaos de la démence occidentale — auquel commence de participer d'ailleurs, secouant sa torpeur, la déraison orientale — nous voulons préserver, en l'occupant et en le fortifiant, sinon en l'élargissant, l'îlot du bon sens qui ne transige point.

Aucun appel aux lecteurs. Aucune sollicitation d'aucune sorte. Aussi nous empressons-nous d'aviser « les majorités compactes » que cette publication n'est pas pour elles. Le Nombre-fétiche n'y trouvera rien de ce qui, à l'ordinaire, le réjouit et l'excite. Tout ce que nous dirons déroutera ses préjugés et ses ignorances, scandalisera ses errements, révoltera son égocentrisme, menacera ses intérêts immédiats, blasphémera son culte.

Ni genre affecté pourtant, ni attitude appliquée, ni souci d'étonner : simplement, une libre appréciation des êtres, des choses, des événements par un esprit libre. Nous aurons, suivant l'heure, le sujet et notre humeur, le ton du philosophe, du politique ou du pamphlétaire. Et nous nous tairons quand nous n'aurons rien à dire. « C'est assez, reconnaissait J.-J. Rousseau, qu'il faille absolument que je parle pour que je dise une sottise infailliblement. » Nos cahiers n'auront donc pas un volume égal et ils paraîtront à leur temps, irrégulièrement.

Nous débutons ainsi. Ne comptant que sur nos propres moyens, nous tiendrons tant que nous le jugerons utile. Il va sans dire que nous nous étendrons si les circonstances nous y engageaient.

Nous ne subordonnerons jamais le but aux moyens, et l'imprimé n'est qu'un moyen.

Cette nouvelle série de *la Coopération des idées* sera donc avant tout — plus fermement encore que les précédentes — une indéfectible revendication de l'esprit pour la seule liberté qui importe aujourd'hui parce qu'elle est la condition primordiale de toute reconstitution d'ordre.

En se faisant de plus en plus lourdes, les multiples tyrannies des prétendues « libertés » et « progrès » de la démocratie sont devenues et nous deviendront de plus en plus insupportables.

Mais cette toute-puissance, contre laquelle nous nous insurgons, est impersonnelle, matérielle, elle ne représente que des choses et ne s'exprime que par de vagues entités. Les esclaves qu'elle nourrit sont ses plus acharnés défenseurs, et ceux qu'elle écrase n'en sont que plus dévots. Elle est instable, insaisissable, irresponsable. Les catastrophes qu'elle suscite ne l'affaiblissent point. Au contraire. Après la guerre, elle fut plus impérieuse et plus servilement obéie. D'ailleurs, elle ne s'exerce que pour s'accroître. Elle n'admet rien en dehors d'elle. Elle tue tout ce qui n'est pas matière : sentiment, pensée, ordre, idéal, joie, beauté, réalité, humanité.

Jusqu'ici, aucun potentat, aucune idole n'avaient disposé si complètement des corps et des âmes. Rien ne se dit, ne se fait, ne se publie que pour son service et sa gloire. Aussi tout est à contre-sens de l'humain.

Le plus fier génie doit passer sous le joug d'or ou se taire. « Silence aux pauvres ! » clamait Lamennais. Non pas ! Car les pauvres, eux aussi, savent s'asservir au Nombre ou se vendre à l'Argent. Mais mort à l'esprit qui ne se renonce pas, à l'art qui ne contemple que la pure beauté, à l'idée qui s'affranchit dans la vérité, au cœur qui ne cède qu'au plus noble amour ! Mort à tout ce qui est de la vivante humanité !

Prenons la presse pour exemple.

Ce qui différencie le journal dit d'opinion du grand journal d'informations, c'est surtout l'importance des affaires qu'ils traitent respectivement.

Aucun journal, aujourd'hui, AUCUN n'est et ne peut être indépendant, entendons que TOUS sont obligés de subordonner la fin qu'ils disent poursuivre aux dures nécessités de leur propre existence. Pas un seul, en effet, qui ne dépende de son administration, de son fermier d'annonces, de son papier, de ceux qui le distribuent, des subventions ou commandites, des obligations électorales de son parti, de ses rédacteurs mercenaires, des agences d'informations dont le centre est à Berlin, à Moscou et à Londres, — à tout le moins de son public.

Quand on est contraint au fort tirage, au succès à tout prix, quand on s'est mis dans l'engrenage, tout y passe, peu à peu. Ce n'est plus le journal qui est l'organe de l'idée, c'est l'idée qui devient l'instrument du journal.

Mais si la vraie raison est autonome et n'obéit qu'aux lois qui l'animent, ce n'est point qu'elle soit indocile. Au contraire. Elle ne se délie vraiment qu'en se liant à des principes inébranlables, à une méthode, à un but. Par là seulement l'esprit s'affranchit des servitudes matérialistes.

C'est parce que nous avons une doctrine qu'entre un principe éprouvé, une vérité dûment contrôlée, un résultat positif et la tentation de recruter des partisans à qui nous devrions complaire, nous refrénerons toujours la passion prosélytique. Avec le philosophe Hécaton, nous disons : « Il me suffit de quelques-uns ; il me suffit d'un seul ; il me suffit de personne. »

S'il en subsiste encore quelques exemplaires, l'honnête homme que nous souhaitons pour lecteur est ce qu'il est pour soi-même, pour « se plaire à soi-même » d'abord, non pour se donner une apparence de mannequin automate fabriqué en série. Pour lui, c'est un besoin profond de vivre, de se sentir vivant, de s'humaniser. Il tient beaucoup plus à la netteté de ses aperceptions, à l'entraînement de ses fonctions cordiales et cérébrales, et même au jeu normal de ses muscles, qu'à se donner l'allure du pantin « comme il faut », suivant le protocole du jour, — chic et idiot. Il fait passer une bibliothèque abondamment fournie et judicieusement composée avant le luxe du salon, et parfois un fin repas aux splendeurs de sa cravate. Malgré le tam-tam étourdissant des griots de la critique et de la publicité, il délaisse l'art protozoaire des Aissaoua épileptiques et la littérature vésanique des Ouleds-Naïls des trois sexes pour la beauté sereine et la sagesse éprouvée des chefs-d'œuvre immortels, pour ce qui enchante, élève et fait penser.

Ce n'est pas un dilettante, un sceptique. Il ne se désintéresse point, certes, du drame auquel, spectateur et acteur, il participe. Mais deux journaux d'informations concurrents lui suffisent pour connaître des événements, de leurs facteurs et de leurs conséquences directes ce que nos maîtres anonymes estiment expédient de nous en apprendre. Il est assez perspicace pour en induire le reste qui est le principal. Naturellement, il passe les « articles », les reportages sensationnels, les discours, qui ne visent qu'à solliciter les faits, déformer et embrumer la réalité. S'il lui reste quelque parti pris — la

perfection n'est pas de l'homme — il se satisfera avec un troisième journal qu'il croit de son opinion.

Mais il négligera les grandes revues qui ont tous les vices des journaux sans en avoir les qualités d'informations rapides. Ayant la phobie du désabonnement, elles n'offrent à l'intelligence, le plus souvent, qu'une insipide nourriture de Palace, cuisinée au goût barbare des plus nombreux, — ce qui ne l'empêche point, au surplus, d'être souvent frelatée.

Enfin, ce qui caractérise le lecteur que nous désirons à l'exclusion de tout autre, c'est qu'il préfère ce qui l'avertit à ce qui le flatte, ce qui le surprend et l'éveille à ce qui berce ses habitudes, ce qui le fait méditer à ce qui l'abêtit.

Et voici ce que nous lui offrons.

La Coopération des idées ne pourra être, ne sera pas un magasin de documents inédits, une source d'informations sensationnelles, une chaire de pédants, une tribune pour la prédication morale et la propagande dogmatique.

Elle se bornera d'abord à apprécier, à critiquer positivement les faits, les actions, les œuvres, les idées du seul point de vue social. Rappelant les lois infrangibles qui règlent les rapports de toute collectivité, elle annoncera les conséquences calamiteuses qui résultent de leur méconnaissance. Elle indiquera aux dirigeants comme aux gouvernés les conditions essentielles de la prospérité, de la sécurité, du progrès et de l'ordre. Dénonçant sans ménagement les superstitions matérialistes et les idéo-

logies délétères les plus enracinées, elle ne laissera pas de rappeler, à l'occasion, les principes d'une idéologie promotrice de la régénération des opinions et des mœurs qui, seule, peut sauver la civilisation occidentale.

Ces livrets offriront donc l'antidote, la contrepartie de tout ce qui se dit, s'imprime et se fait présentement. Et non dans la forme, mais dans le fond. Et non plus, nous le répétons, par sotte affectation de singularité. Nous sommes et resterons naïvement, passionnément sincère.

Une telle originalité, si ce simple bon sens en est une, se rit de l'originalité. Ce n'est pas un des moins inquiétants symptômes de la démence générale que le positif puisse paraître impertinent, paradoxal, bizarre, scandaleux, exaspérant...

Quoi qu'il en soit, nous subordonnerons toujours nos moyens, chétifs ou puissants, au but qui est l'ordre, — national d'abord, planétaire ensuite, — temporel et spirituel, dans le progrès humain. Ce sera, sans endoctriner, en stimulant l'habituel exercice des facultés directrices, éveiller, développer, affiner le sens social. Ainsi l'humanisme positif de la sociocratie reconstructive se dressera peu à peu, spontanément, en face et contre la barbarie destructive de l'égoïsme métaphysique et révolutionnaire, — l'Idée immortelle contre la Panbéotie démocratique, la spiritualité humaine contre toute la machinerie léthifère de Mammon.

Parce que nous délimitons la part de la fatalité naturelle, nous discernons mieux celle de la modifiabilité qui indique l'action efficace. Nous opposerons donc au socialisme de moyens, d'instincts

et d'appétits ainsi qu'à la ploutocratie dissolvante le socialisme de but.

En bref, nous aurons pour guide : la méthode positive ; pour critère : l'humain ; pour parti pris : servir ; pour fin : améliorer les choses, perfectionner l'être, ordonner, sensibiliser, élever l'âme, restaurer la Cité tutélaire...

Y a-t-il encore quelques Français pouvant s'intéresser à ce qui ne se chiffre pas, aux profondes et fécondes réalités organiques qui demeurent ? Nous le croyons. Et c'est pourquoi notre entreprise n'est pas inutile.

Notre effort, au surplus, est dynamique et dépasse son propos. Pour nous d'abord. Accomplir une tâche, sortir de soi, c'est se revivifier.

Nous espérons aussi susciter la concurrence autant que la coopération vitale des idées. L'émulation est un concours, dans les deux principaux sens du mot. Que toutes les opinions, toutes les doctrines s'expriment franchement, en toute indépendance. En s'évertuant à comprendre pour choisir, l'intelligence s'affirmera et donc s'émancipera.

Cette entière liberté spirituelle reste la condition fondamentale de la réforme intellectuelle et morale. C'est la prostitution de l'intelligence qui arrête l'essor de l'humanité. Erreur ? Vérité ? — Sincérité, c'est-à-dire dédain du profit et du succès d'abord.

« Il faut toujours partir d'une vérité, remarquait J. de Maistre, pour enseigner une erreur ». Telle formule de vérité est plus nocive que l'erreur si elle n'est qu'un mensonge du cœur, un procédé astucieux pour atteindre ce qui la nie.

La petite moralité comme la petite pensée sont les plus actifs ferments de corruption et d'abrutissement. Rien n'est plus dissolvant et subversif que le cœur pourri d'un jeune bourgeois qui ne prend le parti opportun d'une sagesse de convention que par précaution, calcul d'égoïsme ou d'arrivisme. Les trop jeunes conservateurs théoriques sont les pires perturbateurs pratiques.

Il semble que ce temps soit celui qu'avait prévu J. de Maistre, « où deux amis ayant la même conviction et se proposant le même but ne s'entendront sur rien ». Nous sommes très loin encore de l'unité mondiale qui instituera l'union humaine dans l'ordre pacificateur. Et c'est pourquoi le pacifisme est une pernicieuse niaiserie quand ce n'est pas une scélérate félonie.

Mais si cette diversité des doctrines, cette dispersion des opinions est regrettable, ses inconvénients sont très atténués quand une libre exposition nous convainc d'abord que la plupart des principes sont communs et que, somme toute, les aspirations de l'humanité, sous des symboles différents, furent toujours convergentes.

Et puis, il y a l'instinct, le sentiment, tout ce qui nous vient des morts. Il y a les conditions d'existence et de développement de la société. Que peuvent contre la pensée positive et la nécessité les erreurs complaisantes, les utopies confuses, les sophismes, les divagations de la débilité mentale, voire la phraserie simoniaque enrôlée sous les bannières infâmes des plus forts, des plus nombreux, des plus riches ?...

Que toutes les idées s'affrontent donc en pleine lumière dans de modestes publications comme celle-ci, sans masque de partisan, sans arme d'acier et sans cuirasse d'or. C'est là que se reconnaîtra l'élite, que se formera une nouvelle spiritualité. C'est ainsi que l'intelligence recouvrera son prestige pour devenir la régente de l'opinion publique régénératrice.

G. D.

APOLOGIE DE LA VIE CHÈRE

« Nous avons abandonné le soin de nos terres aux derniers de nos esclaves : aussi les traitent-ils en vrais bourreaux. Nous avons des écoles de rhéteurs, de géomètres, de musiciens. J'en ai vu même où l'on enseigne les professions les plus viles, comme l'art d'apprêter les mets ou de parer la tête ; mais, pour l'agriculture, nulle part je n'ai trouvé ni professeur ni élève. Et cependant, dans le Latium même, il nous faut, pour éviter la famine, tirer le blé de pays situés au delà des mers, et le vin des Cyclades, de la Bétique et de la Gaule. »

COLUMELLE. — *Traité sur l'agriculture.*

Parlementaires, publicistes, économistes, rentiers, fonctionnaires, paysans, ouvriers, ménagères, intellectuels font chorus pour invectiver contre la vie chère et ses présumés fauteurs. Là-dessus, qui ne bêtifie ? Les plus doctes, doctement certes, mais non moins que les autres. « Ceux-là, notait Pascal, sont les plus sots de la bande, puisqu'ils le sont avec connaissance, au lieu qu'on peut penser des autres qu'ils ne le seraient plus s'ils avaient cette connaissance. »

Tous, ils adjurent, ils somment les gouvernants de décréter ceci ou cela, des changes plus favorables au franc, la baisse générale des prix, et particulièrement pour les aliments et les loyers. Pardonnez-leur, Ordon-

nateur des choses, Sagesse suprême! ils ne savent ce qu'ils disent ni ce qu'ils font...

Cette action, d'ailleurs, le plus souvent, se borne aux discours. Si quelque ministre réformateur — l'espèce la plus calamiteuse — cède à la clameur populaire et s'avise d'intervenir, le résultat ne se fait pas attendre : le marché se vide et en conséquence — heureusement — les prix s'élèvent aussitôt.

C'est un don du ciel que les désirs de la démocratie soient impossibles et que, dans le social comme dans le physique, la part de la fatalité soit infiniment plus décisive que celle de la modifiabilité incohérente.

*
**

Parmi les nombreux prédicateurs de la croisade contre la vie chère, il y a ceux qui se contentent d'un vibrant appel aux bons sentiments du paysan et au patriotisme du boutiquier. Ce sont, en général, les ministres en exercice. Dans son discours de Brive, du 24 août dernier, M. Raynaldy, ministre du Commerce, nous en fournit cet échantillon :

« Producteurs de toute sorte et commerçants, vous devez au pays de résister aux tentations des prix trop élevés portés à un niveau où ils ne sont plus légitimes, parce qu'il faut que le peuple vive, parce que cette hausse des prix a des conséquences préjudiciables pour tout le monde, même pour vous, et que la prospérité est mieux assurée par la vente de beaucoup de marchandises, même avec petits bénéfices, que par celle des marchandises raréfiées vendues à des prix trop élevés. »

Le Guillotiné par persuasion de Chavette, que rappelle ce morceau d'éloquence, ne nous offre rien d'aussi désopilant que ce « vous devez au pays de résister aux tentations des prix trop élevés »...

Il y a d'autres tribuns qui pressent les pouvoirs

publics de prendre des mesures énergiques. Ce sont ceux qui ne sont plus ou ne sont pas encore ministres.

Voici ce que peut dire un ancien président du Conseil qui eut des malheurs :

« Pour lutter contre la vie chère, l'élargissement des marchés par des traités de commerce bâtis sur de nombreux modèles réalisant ou préparant des unions douanières, un contrôle serré sur les groupements qui coalisent les producteurs au détriment du consommateur, la guerre impitoyable au parasitisme économique qui s'exprime par l'abus des commissions, par le foisonnement des intermédiaires. Tous les moyens à employer en même temps pour en finir avec l'exagération invraisemblable des prix qui procure à certains des bénéfices scandaleux, tandis que sont réduits à la gêne, souvent à la misère, la masse des humbles, en tête les petits possédants auxquels l'âge interdit le travail. »

Les traités de commerce? — Ils sont en fonction de la politique. Ils se concluent toujours à l'avantage des nations participantes qui ont su maintenir les conditions essentielles d'un gouvernement : unité et continuité de direction. Et donc au détriment d'une France jocrisse.

Le contrôle sur les groupements de production? — Il faudrait d'abord que ce contrôle parlementaire ne dépendit point de ces groupements.

La guerre impitoyable au parasitisme économique? — Peut-être. Mais il serait expédient de s'en prendre d'abord à ce qui suscite et entretient ce parasitisme. En tout cas, cela contredit formellement le couplet démagogique final sur « les petits possédants auxquels l'âge interdit le travail ». Car, précisément, ce sont les petits possédants qui constituent le parasitisme que le même orateur vient de dénoncer. Parce qu'ils peuvent vivre de leurs rentes, s'établir, faire du négoce, préparer leur progéniture au baccalauréat à seule fin de mettre celle-ci à la charge de l'État ou de lui ouvrir la porte branlante

des carrières libérales, ces petits possédants sont distraits, eux et leurs descendance, de tout travail productif. Qu'est-ce que le parasitisme si ce n'est cela ?

Ces absurdes contradictions ne sont pas le monopole d'un politicien ni d'un parti. A gauche, au centre ou à droite, elles sont les munitions des batailles électorales et parlementaires.

Collectivement, les contribuables demandent qu'on réduise le ruineux fonctionnarisme cependant que, personnellement, ils exigent, pour eux ou leurs rejetons, qu'on les dote de quelque sinécure lucrative. Dans l'ensemble, tous réclament la baisse des prix et, dans le particulier, chacun entend faire payer ses services et ses produits le plus cher possible. La plupart demandent même à l'État de les y aider. Et le talent du politicien, c'est de concéder le pour et le contre, d'accorder ce qui se nie. A tout le moins en paroles. Et rien n'est plus cocasse.

★

On sait « les mesures énergiques » qu'à l'instigation de la Fédération nationale des coopératives de consommation le gouvernement a prises. Les résultats de cette turlupinade, encore que le préfet de police ait été chargé de vendre des poissons sur la voie publique, ont déçu les ménagères les plus optimistes. Passons.

« Le programme minimum à réaliser d'urgence » des communistes est encore plus rigolo. Le voici dans toute son ignoble candeur :

« 1. Achat par l'État de toute la récolte de blé à un prix établi, d'après les conditions de la récolte annuelle, par les organisations de la classe ouvrière et des petits cultivateurs.

« Livraison de la viande de boucherie aux coopératives et ouverture de magasins municipaux qui vendront au prix de revient.

« 2. Nationalisation immédiate des mines de potasse et livraison des engrais aux cultivateurs au prix de revient.

« 3. Impôt spécial sur la grande industrie, le haut commerce et les grandes banques pour la livraison aux petits et moyens cultivateurs de machines agricoles et d'engrais chimiques.

« 4. Emprunt obligatoire progressif allant de 25 à 80 p. 100, à partir de 1 million sur la fortune mobilière et immobilière dont l'utilisation servira au remboursement des petits porteurs de la dette publique, à l'équilibre du budget, au paiement de l'indemnité des 1.800 francs aux fonctionnaires, à la construction de logements destinés aux masses laborieuses.

« 5. Suppression de tous les impôts indirects, décharge de tous les autres impôts, y compris l'impôt sur le chiffre d'affaires au-dessous de 12.000 francs de revenus et 200.000 francs de fortune.

« 6. Impôt sur les grands propriétaires fonciers et les riches paysans (à partir de 30 hectares de propriété) dont le produit servira à l'amélioration et à l'intensification de production chez les petits cultivateurs. »

Quand on se représente l'épouvantable famine endémique que la réalisation sanglante d'aussi beaux projets minima et maxima a déchaînée en Russie, on se demande quelle délirante eschatologie ces gens-là peuvent bien imaginer. Une telle aberration ne s'explique que par la passion morbide de tout détruire, qui est bien la caractéristique du nihilisme slave. Maladie mentale contagieuse et redoutable ; mais qu'en France une héroïque médication dictatoriale pourra guérir.

Ce qui est incurable, c'est l'imbécillité organique des classes moyennes.

La Confédération des travailleurs intellectuels, qui comprend 200.000 membres (tant d'intellectuels et si peu d'intelligence !) lesquels « sont le plus atteints par la vie chère », préconise :

1° Le développement intensif de la production générale agricole et industrielle ;

2° Les économies et la lutte contre le gaspillage ;

3° L'utilisation métropolitaine de la production coloniale ;

4° L'abaissement du tarif des transports des denrées indispensables à la vie ;

5° L'éducation de l'acheteur que les nouveaux procédés de vente trompent quotidiennement ;

6° La répartition régulière des denrées ;

7° Les facilités les plus grandes accordées à la vente directe du producteur au consommateur ;

S'ils savaient ce qu'ils disent, cela signifierait d'abord :

1° Substitution presque totale du travail agricole et industriel au « travail intellectuel » ; 2° Élimination sévère du parasitisme des classes moyennes ; 3°, 4°, etc. Guerre à la démocratie, qui est la désagrégation, le désordre, le gaspillage et l'abrutissement....

*

**

Si les programmes électoraux se pouvaient réaliser, si quelque demiurge s'avisait par malice d'exaucer les puerils vœux populaires, si les idéologies les plus délétères n'étaient point réprimées dans leurs incohérentes aspirations par la souffrance, l'émeute et la ruine, si enfin le désordre ne provoquait point, spontanément, par sa propre extension, une salutaire réaction organique, toute société se désagrègerait, toute civilisation périrait. *La vie chère est une réaction organique de la société économique.*

Mais, on l'entend bien, un politicien n'acquiert la popularité qu'en s'appliquant à pallier les effets cuisants du mal. Peu importe que le mal même et ses causes profondes en soient aggravés.

Qu'on pendre le mercanti, qu'on rôtisse à petit feu l'accapareur, qu'on écartèle le propriétaire, cela ne fera

pas pousser un grain de blé, ni construire une cabane de plus.

Que par des édits draconiens on fasse baisser réellement le prix du pain, ce ne sera que pour une ou deux saisons. Après, surviendra inéluctablement, comme on l'a vu en Russie, la famine dans toute son horreur. Et ce sera la tyrannie de la Bêtise, si féroce soit-elle, qui devra céder; car on ne reverra du blé qu'en le payant un prix d'autant plus fort que la production agricole et le commerce auront été plus longtemps molestés, effrayés et découragés.

En cet état de démence qui assure à l'Europe le royaume des cieux soviétiques, ceci seul pourrait exercer quelque influence dépressive sur le coût du bifteck : le naturisme, le végétalisme, l'abstinence totale, le malthusisme généralisé, l'anthropophagie, l'ugolinisme, l'extermination patriotique des nouveau-nés, des infirmes, des vieillards, de la classe moyenne, des poètes et des ergophobes.

Par contre, voici ce qui ne saurait d'aucune manière, sinon par l'épreuve amère des conséquences tragiques de l'erreur et de la sottise, améliorer nos conditions d'existence :

La fabrication intensive des romans, des autos, des bas et chaussettes de soie, des parfums, des films et des opérettes; — les programmes, les harangues et les articles de journaux politiques, sociaux et philanthropiques; — le baccalauréat, moderne ou classique, pour tous; — le vote des femmes et les réformes des précédentes réformes électorales; — la Société des nations, les Commissions et les Conférences internationales; — les lois prescrivant la vertu, le bonheur et la vie à bon marché; — les ligues, les syndicats et les manifestations; — l'encouragement à la culture qui n'est pas celle de la pomme de terre, les prix littéraires, la protection du petit commerce, de la petite industrie, du petit possé-

dant, du petit citoyen, de la petite vertu et de la petite prostitution ; — les emprunts d'État, l'inflation des titres à intérêts pour retenir l'inflation du papier-monnaie, c'est-à-dire l'inoculation de la syphilis pour guérir les engelures ; — les primes, les taxations de prix, la « justice fiscale », l'impôt visant à ruiner les riches, administrateurs du capital social, pour prodiguer des sportules qui font désertter les champs et les usines mais qui raniment le zèle électoral ; — la hausse des salaires et la diminution des heures de travail ; — les lois dites sociales, les bonnes intentions, les bonnes volontés et l'humanitaierie ; — les sports éducatifs ; — le pacifisme qui fomenté béatement la prochaine dernière guerre pour le Droit, la Justice et la Félicité universelle ; — l'âge de Cécile Sorel, la pipe d'Herriot, la pédérasie littéraire ; — l'agitation des blocs rouges ou roses et les pirateries des Blochs d'affaires et de finance ; — les changements de ministère ; — les fantastiques milliards des Réparations ; — le « droit » de vivre et tous les autres droits de l'homme et du citoyen ; — l'émancipation du prolétariat, des femmes et des nègres ; — le cambriolage marxiste, l'assassinat en série, les savantes tortures humanitaires et communistes ; — enfin, le Progrès, la Science, par exemple telle découverte chimique ou mécanique qui centuplerait la production ou donnerait la formule d'un comprimé alimentaire quasi gratuit...

Etc., etc., etc...

*
**

La vie chère doit susciter un réflexe de défense sociale analogue au réflexe de défense biologique que provoque la douleur. En annonçant la disette, elle nous engage à la conjurer. Elle nous incite à rétablir l'équilibre en activant la production et en modérant la consomma-

tion. Il est heureux pour le genre humain que le Nombre — cette face redoutable de la Bêtise — ne puisse rien contre les lois qui règlent inflexiblement les phénomènes physiques, vitaux et sociaux.

Ce n'est point le coût en monnaie courante qui décèle la cherté. Les fluctuations convulsives des changes ont appris à tous que la valeur de l'argent est variable. Telle marchandise exceptionnelle dont le prix n'a fait que doubler depuis la victoire est réellement moins chère aujourd'hui. Cette hausse n'est donc qu'apparente, nominale. Ainsi, elle est un garde-fou. Que l'État prodigue des trésors en papier, qu'il multiplie les rentiers, la hausse bienfaisante survient. Chaque milliard d'assignats et de titres de rente émis surélève les prix d'autant. Si les riches sont appauvris, les pauvres n'en sont pas enrichis.

La cherté n'est réelle que lorsqu'elle résulte de l'insuffisance des ressources par rapport aux besoins. Or la spéculation n'est que la conséquence, et non la cause, comme on le croit, de ce déficit. Tout au plus contribue-t-elle utilement à exagérer la hausse.

Dans le chaos présent, les mercantis font, par cupidité, ce que l'État devrait ordonner pour le salut public : ils concentrent les capitaux, ils stimulent la production et, surtout, ils contraignent aux restrictions. Par là, ils nous préservent pour quelque temps de la disette menaçante.

On n'accapare pas les marchandises qui surabondent. Surtout les denrées.

*
* *

Un simple aperçu étiologique le précisera.

Il y a soixante ans, le quart seulement de l'humanité mangeait du pain ; il y a trente ans, c'était le tiers ; maintenant, c'est la moitié. Depuis la guerre qui a brassé les races, Jaunes et Noirs, dans leur alimentation

habituelle, substituent de plus en plus le pain au riz. (Pourtant, avec ses deux et même trois récoltes annuelles, le rendement du riz est bien supérieur qui n'empêchait pas les effroyables famines asiatiques).

Or les emblavures ne se sont pas étendues et, malgré l'emploi des engrais chimiques, les récoltes n'ont pas augmenté en proportion.

En France surtout, la culture du blé est de plus en plus délaissée. Faute de main-d'œuvre, on remplace les emblavures par des prairies et l'on se borne à labourer et ensemercer les meilleures terres. Les autres sont abandonnées.

Il en est ainsi, d'ailleurs, pour toute l'agriculture et partout.

M. Herriot — cet Hercule dégénéré des temps nouveaux ne tardera pas à s'apercevoir qu'il est plus facile de terrasser le dragon du Bloc national que l'hydre de la vie chère et de la guerre — M. Herriot, avant d'être enivré de sa grandeur, faisait cette remarque : « Actuellement, le producteur qui fournit la ville a une tendance à préférer les récoltes insuffisantes aux récoltes abondantes, parce qu'il a moins de main-d'œuvre à payer. Il lui est plus avantageux de récolter peu et de vendre cher que de récolter beaucoup et de vendre bon marché. »

C'est aussi, convient-il d'ajouter, que cette main-d'œuvre fait défaut.

Il y a moins d'un siècle, la population rurale représentait les trois quarts de la population française ; ensuite, ce furent les deux tiers ; aujourd'hui, la moitié seulement. Les professions agricoles comptaient pour 50 o/o en 1870. Maintenant, moins de 30 o/o.

Dans ces conditions, n'est-il pas absurde d'accuser le paysan de gagner trop ?

Ce qui démontre, au contraire, que ses bénéfices réels sont trop modestes, c'est que nul de ceux qui les dénoncent ne se soucie de se les attribuer pour la même

besogne, c'est que les capitaux préfèrent les 10 et 30 o/o de l'industrie aux 3 o/o aléatoires des entreprises agricoles.

En forçant le paysan à fournir ses récoltes à vil prix, à perte ou sans profit alléchant, on lui fera supprimer à peu près complètement les emblavures et réduire considérablement les autres cultures vivrières. Et ce n'est pas la pénurie, incontestablement, qui fera baisser le coût des aliments.

« Prenez garde ! criait Mirabeau. N'irritez pas ce peuple qui produit tout, et qui, pour être formidable, n'aurait qu'à être immobile. »

*
**

C'est le prétendu progrès de l'industrialisme ploutoniste qui a lâché sur la civilisation séculaire la meute vorace, déprédatrice des cupidités rapaces et des bestiales concupiscences. Il a promu, intronisé cette formidable puissance internationale de la finance, — sinistre toute-puissance du mal et du désordre qui ne peut régler les forces antagoniques ni apaiser les conflits de classes et de peuples !

Malgré l'apparence que donne une fiévreuse surproduction de pacotille, parfois nocive, cet industrialisme est un facteur du paupérisme. D'abord parce qu'il multiplie les besoins artificiels ; ensuite, parce que, somme toute, il ne fait que de l'argent. Par là il accapare les activités, les capacités, les capitaux. Enfin, il dilapide le capital social, les richesses naturelles qui sont limitées : houille, pétrole, métal, etc... Pour trouver des débouchés, l'industrialisme pousse aux armements et fomenté les atroces guerres de peuples. Il précipite les États affaiblis dans le gouffre sans fond des Dettes publiques qui aliènent leur indépendance.

L'esprit seul pourrait nous libérer de cet esclavage

abrutissant de l'argent ; mais l'intellectualisme aussi, « pour vivre » dit-il en se défaisant, s'est prostitué. Il faut « arriver », et l'intelligence est un obstacle, une surcharge qui handicape terriblement.

Il n'y a d'espoirs que dans la glissade au socialisme. La main-mise des soviets sur les manufactures, les machines et les Comités d'usines tels que les ouvriers métallurgistes de Troyes viennent de les imposer à leurs patrons enrayeront brutalement le développement excessif, tératologique de l'industrialisme. Ce qui s'est passé en Russie et les aventures de la Verrerie ouvrière d'Albi en témoignent.

Faisons donc confiance aux excès de la Bêtise. Elle est suicide.

* *

Pour une autre part encore, la vie chère est le fruit amer de la démocratie. Notamment par l'incoercible propension à l'égalité antiphysique.

Cette égalisation, on l'entend bien, ne s'obtient qu'en transformant le capital concentré, d'épargne, d'administration, de production en une richesse éparpillée, de jouissance immédiate pour tous, de consommation.

La fortune d'un milliardaire peut s'effriter dans des entreprises mal conduites, mais non être dépensée, absorbée par son détenteur, quelque entrain qu'il y mette. Elle reste donc, nécessairement, un capital productif qui se renouvelle et même s'accroît. Au contraire, un milliard distribué à un million d'électeurs se dissipe aussitôt, inéluctablement, sottement. Bientôt, il n'en reste plus que de la fiente, des besoins d'autant plus exigeants qu'ils sont récents et frivoles, le dégoût du travail ... Soit : consommation accrue, production décrue, — cherté.

* *

Mais la cherté s'explique amplement par les dévastations d'une guerre « scientifique » de cinquante-et-un mois, dix millions de jeunes hommes tués qui étaient les meilleurs travailleurs, et ensuite une paix d'anarchie, agitée, précaire parce que sans victoire, une paix aussi dispendieuse et ruineuse que la guerre; la gabegie d'une administration irresponsable; l'exaspération des appétits, l'ostentation imbécile, le luxe criminel, l'obsession vestimentaire, l'oisiveté, la noce, — tout ce qui corrompt, abrutit une race, stupéfie, saccage une civilisation.

Eh bien, ces aberrations attestent que la vie n'est pas assez chère.

La richesse nominale a quadruplé, les prix ont quadruplé. Ce n'est pas suffisant, ce n'est pas une hausse réelle. Il y a trop de gigolos en *smoking*, trop de poupées somptueusement déshabillées, trop de *dancings*, trop de *shimmy* épileptiques (1).

Imaginons l'in vraisemblable : Obéissant aux programmes électoraux, aux injonctions des journaux, à l'éloquence ministérielle, les prix reviennent aux taux d'avant-guerre. Ne voit-on pas qu'aussitôt les ouvriers ne travailleraient plus qu'un jour de trois heures par semaine, que le nombre des rentiers quadruplerait et que les cultivateurs, n'ayant plus aucun intérêt à s'éreinter, se mettraient tous à cultiver les arts ? ...

Dans une « étude sur le parasitisme social » (2) nous avons écrit :

« Nous approchons d'un temps où, sur dix petits Français, il y en aura huit qui se destineront respectivement : 1° à l'agio ; 2° à la boutique ; 3° à la littérature ; 4° à la peinture, au théâtre ou à la musique ; 5° aux

(1) Il est remarquable que tout ce qui est stupide ou marque une régression vers la barbarie primitive, une négation de l'intelligence s'exprime par des mots anglais.

(2) *Les Classes moyennes*, 1912. Perrin.

carrières libérales; 6° au fonctionnarisme; 7° au journalisme et à la politique; 8° enfin, à la noce. Le neuvième et le dixième, dénués de tout, d'opinion radicales-socialistes, d'argent et d'entregent, se verront contraints, dans l'agriculture ou l'industrie, de nourrir tant bien que mal les huit autres. Mais ce ne sera pas sans rechigner. »

Et nous y sommes.

Présentement, il y a beaucoup plus d'intellectuels, de rentiers, d'ouvriers honoraires, d'experts en « combines » qu'avant la guerre, et, dans ce pays exténué, appauvri, il en faudrait moins, infiniment moins. Conclusion irréfragable : les prix sont réellement trop bas puisqu'il est encore trop facile de frauder la nécessité, de subsister pour un trop grand nombre en n'étant que « producteur de fumier ».

Même conclusion en ce qui concerne ce qu'on nomme la « crise des logements ». Puisque les campagnes se dépeuplent, puisque la circulation dans les grandes villes devient de plus en plus embarrassée, puisque les capitalistes n'ont plus intérêt à faire construire, il serait plus sage d'exhorter les propriétaires à être moins timides dans leurs exigences que de légiférer à tort et à travers sur les loyers et les « droits » des locataires.

* *

Les prix réels sont déterminés par la production des aliments et la distribution de leur consommation et des matières premières.

C'est pourquoi l'agriculture est la base de l'économie sociale positive. Toutes les fonctions actives devraient s'ordonner par rapport au « labourage et au pâturage », ces « deux mamelles de la France ».

Les ruraux dit-on, ne « résistent pas assez aux ten-

tations des prix élevés ». Pour n'avoir pas réprimé ces « tentations », ce bon M. Chéron fut caricaturé, anathématisé. Eût-on préféré que les cultivateurs laissassent leurs terres en friche ?

Bénéissons-donc la providentielle abstention de M. Chéron ! C'est la première et l'unique fois, sans doute, que les préoccupations électorales ont eu des vertus bienfaisantes.

Souhaitons qu'il y ait plus d'avantages à remuer le sol qu'à exploiter l'ignorance, la haine, à élucubrer d'insanes niaiseries et à exhiber des petites femmes nues. On peut se passer des chefs-d'œuvre érotologiques mais non de céréales.

Au lieu de lésiner, craignons plutôt que les paysans s'aperçoivent que la monnaie de papier ne vaut pas grand'chose et qu'ils en viennent à exiger des valeurs moins fictives.

Ce serait le retour au troc : des machines pour du blé, des vêtements pour des légumes, des meubles, des maisons pour de la viande.

La monnaie fiduciaire n'ayant plus cours que dans les villes servira à payer les émoluments et les salaires des fonctionnaires, des intellectuels et des ouvriers conscients et organisés. Surchargés des fallacieuses vignettes de la Banque de France, le ventre creux, les citadins pourront toujours s'offrir un match de gueule ou de boxe à la Chambre, les Folies-Bergères ou le Cinéma.

Dans le *Temps* du 11 mars 1922, M. Ed. Julia écrivait judicieusement :

« Mais les intellectuels vivent sur une illusion qui, tenant à l'extraordinaire pléthore de richesse dont nous jouissions hier, permettait d'entretenir une surabondance d'activités aussi esthétiques que superflues, dirait l'autre. Le souverain, qu'il soit peuple ou roi, n'a besoin de philosophes, d'artistes et de scribes que dans

l'opulence de la paix. Dès que survient la guerre, il lui faut des soldats et, la guerre terminée, des agriculteurs pour réparer les blessures du sol. Alors l'échelle des valeurs est renversée : le travailleur le plus rémunéré est celui dont personne ne peut se passer parce qu'il nourrit la communauté ; le plus malheureux est celui dont l'effort répond à un luxe ou à une distraction.

« — Je suis écrivain, dit celui-ci ; je ne sais ni ne puis faire autre chose qu'écrire.

« Cependant, si vous étiez jeté par la tempête sur une île désertique, force vous serait d'abandonner la collaboration d'Ariel pour celle de Caliban, sous peine de mourir de faim. »

Assurément, une hausse trop brusquement accentuée ne va pas sans quelques souffrances pitoyables. Mais, seules, les classes surencombrées, et donc en quelque sorte parasites, les ressentent longtemps et profondément. Les classes productrices, elles, dont l'activité est indispensable, peuvent ramener aussitôt et ramènent en effet leurs rétributions et leurs gains au niveau des prix. Ce n'est pas un des moindres bienfaits de la vie chère que de décourager sans douceur les arts qui ne se soutiennent que par les encouragements.

En attirant aux champs la main-d'œuvre, les talents, les capitaux, en faisant défricher et ensemençer les terres abandonnées, en restreignant la consommation, la vie très chère prépare la vie moins chère.

Certes, absolument, la hausse des prix n'est pas un bien qu'il faille poursuivre. C'est le moyen, de circonstance d'une amélioration. C'est un tonique ravigorant, un aiguillon pour l'activité, une incitation à l'épargne. C'est un médicament héroïque, le remède qui convient à la société d'après guerre, recrutée, énérvée, détraquée.

Aucun pouvoir temporel et spirituel effectif ne réglant

plus les activités, les pensées et les sentiments, c'est la rude nécessité seule, le besoin de manger, de s'abriter, de se vêtir qui en peut tenir lieu, suppléer la volonté et la direction.

A l'épreuve, forcément, malgré toutes les divagations et les chimères, malgré l'impériale Bêtise, il faut se rendre au bon sens positif : Produire pour se nourrir et travailler pour produire.

Ce qui subsiste encore de civilisation ne se maintient que par cette discipline de l'inexorable fatalité.

Le laisser-faire que préconisait l'ancienne économie libérale, évidemment, n'est pas sans inconvénient. La société est un organisme à qui une tête n'est pas superflue. Mais encore faut-il que ce soit cette tête qui commande. Toute autorité est nocive qui n'est pas intelligente, ferme, éclairée.

Or la démocratie, par définition, est acéphale ou décérébrée. Elle ne suit que les impulsions de ses parties basses qui sont les plus énergiques. Son égalitarisme fondamental, masque hypocrite de l'envie, ne saurait admettre la spécialisation et, partant, la hiérarchie des fonctions. C'est pourquoi elle ne peut savoir pour prévoir afin de pourvoir.

Dans ces conditions, le mieux est de laisser faire la nature médicatrice. La nécessité ne se laisse pas fléchir par l'expression, si pathétique, si impérieuse soit-elle, des désirs de la majorité et même de l'unanimité.

Si l'opération ne se fait pas sans douleur, c'est par la douleur qu'elle est salutaire. N'en espérons donc pas les « harmonies économiques » célébrées par F. Bastiat. Pour la société comme pour l'individu, *primum vivere*.

Inutile donc, présentement, de heurter les préjugés et de scandaliser les idéologies d'un peuple affranchi de tout bon sens en nous efforçant de montrer comment on pourrait combattre effectivement la vie chère. Il n'est pires sourds que ceux qui se complaisent à l'être.

Les événements seront plus persuasifs que nos dissertations et, ainsi, ils prépareront les esprits, ranimés par la cruelle expérience, à entendre raison enfin.

Alors il suffira, pour résoudre tous les problèmes politiques et sociaux, — car il faudra bien se décider à les aborder, — de prendre exactement la contre-partie des déclamations, réclamations, revendications, des réformes réalisées et proposées, des lois dites sociales, des principes, des procédés et des fins, en bref de la théorie comme de la pratique démocratiques, manifestations morbides et aggravantes de la démente occidentale.

En attendant, pour franchir plus lestement la redoutable étape, pour éviter le fléau de la famine et les atrocités du grand soir rouge, pour préserver ce qui ne doit pas périr d'une civilisation dévoyée, le germe fécond d'une civilisation d'humanité, il convient de préconiser et de favoriser l'enchérissement général qui, dans la carence de toute direction, enraye le gaspillage et active la production.

G. D.

ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE

PRÉAMBULE

Rien ne s'arrange plus. La civilisation de la vitesse et de la quantité ne carbure plus que sa propre substance. Comme le stupide Cotoblépas, elle se nourrit de sa chair.

Les dits, faits et gestes de ceux qui président à ce banquet autophage — histrions, politiciens, mamamouchis, ploutocrates, hiérophantes, etc., — ne laissent point d'être, le plus souvent, même dans les plus tragiques conjonctures, d'une intense bouffonnerie.

C'est que la Bêtise règne. Suprêmement. Au temporel comme au spirituel. Démocratie? Ploutocratie? — Même sceptre. Deux faces — abjectes — de la même souveraineté.

Derrière ses principaux bastions (verbiage, imitation grégaire, paresse mentale, cabotinage, ostentation, confusion, publicité, argent, etc.), elle est invulnérable. La saine raison s'écrase contre ce front d'airain hérissé de cornes venimeuses. Aussi nous bornerons-nous à présenter le miroir.

La Bêtise, certes, est partout ; mais nous ne la poursuivons que dans sa prépotence, nous ne la montrerons que chez ceux qui prétendent à régir ou enseigner.

Ceux qui font un tel usage des pouvoirs d'argent, de gouvernement et d'enseignement qu'ils acheminent le monde à un effroyable cataclysme usurpent ces pouvoirs.

Tel un Herriot. Il n'est qu'un pantin falot dont les ficelles sont tirées par d'autres pantins non moins grotesques. Leurs mobiles, leurs motifs et leurs propos échappent à toute mesure de la raison. C'est là que la Bêtise donne vraiment, suivant le mot de Renan, l'idée de l'infini ; c'est là aussi qu'elle est le plus funeste.

Entendons-le bien : le mal profond n'est point qu'il y ait si peu d'hommes qui soient aptes à bien penser en politique et en philosophie ; mais qu'il y en ait tant qui croient l'être en étant à même, sous un régime électif et parlementaire, d'appliquer aussitôt leurs conceptions saugrenues.

Et puis, il n'y a pas qu'une sorte d'intelligence. Celle de la conduite et du travail en est une. La plus utile. La sottise savante n'est pas moins de la sottise. La pire.

Certains individus s'astreignent à un labeur acharné, à une existence austère pour perpétrer d'odieuses canailleries ; d'autres dépensent un réel talent, de la compétence, du savoir, beaucoup d'habileté pour machiner des catastrophes. Ces « martyrs ridicules » sont des nigauds redoutables.

C'est dans ses résultats que la Bêtise se manifeste. Elle est d'abord dans tout effort ou sacrifice qui vont contre leur but ou qui tendent à une fin illusoire, futile ou insensée. Bonaparte ? — « le jobard de Sainte-Hélène », prononçait Pierre Laffitte.

Un bon cœur même ne supplée point le cerveau dans sa fonction. Ce qu'il y a de plus fâcheux dans la conduite des affaires humaines, ce sont les bonnes intentions et les bonnes volontés qui ne sont pas assez éclairées et énergiques.

S'il est des expériences qui sont instructives et que les meilleures démonstrations ne peuvent remplacer, il en est d'autres qui seraient mortelles et qu'il faut éviter. Pour celles-ci, notre méthode, notre doctrine, nous permettent de dépister le Bêtise aussi sûrement que certains réactifs révèlent les éléments morbides du sang.

Périlleuse, presque toujours malfaisante est toute action qui n'est pas justement pensée. Chétive, fausse, nulle est toute intellection qui ne s'élève point d'un fait particulier pour atteindre un fait plus général, qui ne va pas normalement du concret à l'abstrait, qui ne subordonne point le détail à l'ensemble, le contingent au nécessaire, qui n'aperçoit point ou néglige les rapports fixes entre les phénomènes observés, qui ne discerne pas la constance dans la variété, et cela en vue d'inspirer et de régler une action positive d'amélioration de l'individu ou de la collectivité. En résumé, suivant l'axiome comtiste : il faut « induire pour déduire, afin de construire » ou reconstituer.

Comprendre, savoir, regarder n'est donc pas toute l'intelligence. Et cela ne lui suffit pas, d'ailleurs. En restant passive, spectaculaire, elle se diminue, elle s'atrophie. Car elle ne s'anime que par son projet, et suivant la valeur positive de ce projet. Un barbouillé de grec et de latin, un érudit déraisonnent dès qu'il ne s'agit plus pour eux de refléter des notions mortes ou d'annoncer des formules momifiées. Un individualiste anarchiste comme Anatole France, finalement, adhère au parti communiste. Incohérence d'un intellect qui, en tournant sur soi-même, ne sait où il va parce qu'il n'a pu que se contempler. L'intelligence ne se spiritualise, elle ne s'anime que par son propre effort vers la perfectibilité des choses et des êtres, dans l'activité vivante. Seule l'action positive empêche les divagations de l'intelligence en la ramenant toujours à un sage relativisme, en prescrivant, en imposant la soumission aux faits, à l'épreuve et aux fatalités naturelles.

L'ordre humain est à la fois, et nécessairement, temporel et spirituel. Apprenons donc à bien penser, suivant le conseil de Pascal, pour bien agir. Et réciproquement.

La Bêtise se montre moins souvent dans la fin annoncée que dans les procédés employés. Impropres, négatifs,

voire nocifs, ces procédés vont toujours à l'encontre de leurs visées. Les instincts, les sentiments que ne discipline point la raison n'aboutissent qu'à la confusion du but et des moyens, laquelle confère presque toujours la prédominance absurde de ceux-ci sur celui-là.

C'est ainsi que la Bêtise inspire ce « pacifisme » pernicieux qui appelle l'invasion, favorise la trahison, allume et alimente la conflagration universelle. Elle a engendré cette démocratie démente qui abêtit le peuple, ce socialisme d'envie et de haine, dont la conséquence la plus directe, la plus sûre, mais non la moins funeste, est une perpétuation et une aggravation du paupérisme économique et moral. Elle suscite ces magnats d'affaires écervelés qui, pour accroître un jour leur puissance d'argent (dont ils ne savent que faire et dont ils sont les plus misérables esclaves), stipendient la révolution dont ils seront les premières victimes et ruinent la société; elle fabrique les fantoches qui s'asservissent à tous et à tout pour étreindre l'ombre d'un pouvoir décevant et s'acharnent à détruire l'État pour en être les fantômes de chefs durant une saison...

Notre critère est donc le bon sens positif. Il s'applique aussi exactement aux individus qu'aux groupes. Il n'est sophistiqué, obscurci par aucun parti pris spécial. Encore que nous ne recherchions point ce « plaisir aristocratique de déplaire » qui délectait Baudelaire, nous n'éprouvons nullement le désir contraire des amuseurs, des prostitués et des démagogues. Nous ne redoutons pas l'isolement et le silence; et les rugissantes colères de la Brute nombreuse nous amusent.

Il y a un siècle, l'impérial beau-père de Bonaparte pouvait dire déjà : Totus mundus stultitiat. Il convient d'ajouter : « Aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain. » C'est le progrès.

Ce nonobstant, nos contemporains sont plutôt portés à taxer de « stupides » ou d'arriérés les siècles précé-

dents. Suivant qu'ils sont de droite ou de gauche, c'est le XIX^e siècle, l'ancien régime ou le moyen âge. « Il faut absolument tuer le XVIII^e siècle », écrivait J. de Maistre.

Mais chacun s'admire dans son temps. Tous, ou presque, ils sont des malins. Ah! « on ne la leur fait pas », à eux. Plus de « bobards », hein! Ce mot qui ne signifie rien répond à tout et au reste. Il est péremptoire et dispense de toute logique. Il appartient au langage des idiots de la Salpêtrière.

Toutes les grandes réalités fécondes de l'esprit, — « bobards ». Ce qui n'est pas « bobards », c'est la « galette » papier, les chaussettes de soie, une Rolls et une « poule » à exhiber, un tatouage à la boutonnière, six cents éditions à trois exemplaires, son portrait dans les journaux entre ceux d'une cabotine, d'un politicien ou d'un assassin, etc...

Pour ce qui est de l'humain, de la vie, de l'esprit, comme chantaient les midinettes, complices inconscientes des gouvernants défaitistes, au moment tragique des mutineries militaires de 1917 :

Et l'on s'en fout,
Nous aurons nos vingt sous!...

Ils ont leurs vingt sous, leurs joujous de crétins, —
et la patrie en meurt.

Les bouddhistes disent que tout péché vient de la sottise. Certes. Mais il est non moins vrai que toute bêtise en politique est un crime.

Or, si le crime est un phénomène social normal, le réprimer est le réflexe vital de toute société qui veut ne pas périr. L'État est l'ensemble des forces sociales qui résistent à la dissolution spontanée. « Le train de la nature physique et des masses humaines livrées à leurs appétits, a dit E. Boutroux, est la destruction aveugle de tout ce qu'a créé l'esprit. » — « Pas de société sans gouvernement », maximait Auguste Comte. Réagir contre la

Bêtise, c'est réagir contre l'anarchie, c'est instituer une discipline de la pensée et un gouvernement des actes.

L'IMBÉCILLITÉ MORALE

Elle pénètre insidieusement cette catégorie de parasites sociaux qui se disent ou se font « intellectuels » pour n'avoir pas à entreprendre l'effort pénible, peu profitable et inglorieux, — dangereux même quand la démocratie « coule à pleins bords », — d'être intelligents.

Nous aurons à en signaler de nombreux symptômes comme celui-ci que marquent les biographies nécrologiques par ce cliché : « Il joignait au génie une infinie bonté et une haute probité. » Et le scribe, évidemment, et le lecteur peut-être, trouvent ce cumul extraordinaire et même excessif. Il semble que la bonté et la probité soient incompatibles avec le talent et l'intelligence. « Poire » serait l'ultime expression de mépris s'il n'y avait « purée ».

Dernièrement, les héritiers du peintre Monticelli lançaient une plainte *en diffamation* contre M. Van Dongen, non pas, comme on pourrait croire, parce que celui-ci avait pourtrait leur parent, mais parce que M. Van Dongen, dans une conférence, avait dit que Monticelli fut pauvre et mourut pauvre.

FRÈRE IL FAUT MOULT RIRE !...

Un cabaret dit « artistique ». Près de la scène, sur un large panneau, est représentée une femme verte, contorsionnée, horrible, idoine à inciter au suicide ceux qui la contemplant un trop long temps.

Sous cette image, une « pensée » de Marie Lenéru : « Là tristesse est une des formes de l'imbécillité. »

Et c'est si triste, si lugubre, cette peinture sinistre, cette contention à la rigolade, — et, surtout, cette « philosophie » !...

LE RÈGNE DE LA BÊTE

Dans un récent discours de M. Henri Simon, député, ancien ministre, nous notons cet aveu qui ne manque point d'ingénuité :

Une constatation bien faite pour réjouir des esprits d'origine et de formation démocratique, c'est que la France n'est plus, comme autrefois, trop sensible au rayonnement des fortes personnalités.

La démocratie, c'est l'envie, disait Proudhon. C'est la haine de toute grandeur. C'est le nivellement par la tête. C'est le règne de la Bête, — et donc du politicien phraseur que gêne « le rayonnement des fortes personnalités ».

LE « CLUB DES HABITS NOIRS » ET « LE DÉSERT EN SMOKING »

Si la démocratie est en révolte permanente contre toute grandeur effective, celle de l'esprit, du caractère et du cœur, elle ne laisse point, par contre, d'être affamée de « distinctions ». Entendons celles qui tiennent à des apparences matérielles, qui sont à la portée de tous parce qu'elles s'acquièrent par la brigue ou l'argent : fashion, diplômes, titres, décorations, etc...

L'importance qu'ont prise les préoccupations vestimentaires chez la femme d'abord et, depuis la guerre surtout, chez l'homme marque bien l'effroyable recul de la civilisation auquel nous assistons. Nos jeunes gens ne s'arrêtent plus à la devanture des libraires — qui disparaissent d'ailleurs — mais à celle des tailleurs et des chemisiers — qui pullulent.

Il n'y a que chez les peuplades les plus sauvages du centre africain qu'on observe ce souci absorbant de la parure. Encore, le sauvage y met-il de l'ingéniosité,

parfois de la bravoure. La Mode en dispense nos petits cannibales des salons. Il n'y a qu'à suivre ses prescriptions, à singer. Et cela signifie qu'on peut dépenser tant. Rien de plus.

La démocratie ne saurait apprécier que ce qui se voit et se compte à la caisse. Un des facteurs psychologiques de la vie chère est qu'on en est venu à considérer que ce qui est bon est ce qui est cher.

Nul besoin d'imagination, de connaissance et de goût. L'habit noir devient l'uniforme de l'immense armée des sots. Il n'est que d'avoir un tailleur et de quoi le payer. Les plus élégants, à Montmartre, ce sont, après les maîtres d'hôtel, les nègres. Eux, ils ne rétrogradent point.

Les bolchéviks sont de farouches destructeurs ; mais il y a deux choses qui sont restées sacrées pour ces sauvages : la propriété littéraire et l'habit noir. Grâce aux photographes des journaux, nous avons pu admirer l'élégance de Krassine, ambassadeur de l'assassinat. On aurait dû faire remarquer toutefois à son Excellence que le superdandysme eût été l'habit rouge, — aux couleurs du sang des victimes de la Tchéka et du symbolique drapeau soviétique.

L'habit noir est laid, mais il est chic. Il « fait riche », comme ils jargonent. Être un parasite, une brute, il n'importe. Mais « faire riche », tout est là.

A propos de l'inauguration du circuit automobile algéro-tunisien de la Compagnie transatlantique, *l'Illustré* de janvier 1922, pour engager ses lecteurs aux voyages sahariens, publiait un article de M. Georges Rozet, sous ce titre : « Le désert en smoking ».

Et cela s'est réalisé. Nous avons pu voir l'année dernière, à Touggourt, à Tozeur, au Figuig, des pauvres types endosser la livrée de la Bêtise.

Il y a plus fort.

Quelques jeunes littérateurs ont fondé, paraît-il, le

« Club des habits noirs ». Il s'agit d'imposer l'habit dans toutes les réunions du soir, de bafouer ceux qui ont conservé quelque bon sens intelligent en n'acceptant point de se soumettre à la tyrannie de la Bêtise et, enfin, de contribuer philanthropiquement à l'abrutissement général en offrant aux étudiants, aux artistes pauvres l'habit noir de propagande.

Évidemment, il est plus facile de faire parler de soi par une surenchère d'ânerie ou d'extravagance qu'en créant une belle œuvre, et c'est tout ce qu'ont voulu, sans doute, les fondateurs dadas de ce Club de dadaïs ; mais il n'en reste pas moins qu'ils n'ont pas été écrasés sous le ridicule.

LE BONHEUR PAR L'ESSENCE

C'est le titre de l'article de M. Louis Forest paru dans *le Matin* du 26 juin 1924. Il vaut une gerbe. Nous lisons :

En faisant du 400 à l'heure, Sadi Lecointe bat tous les records de vitesse imaginables. Aucun autre moyen de locomotion n'a jamais permis la rapidité de l'avion. Il n'y a plus d'oiseaux qui puissent lutter contre l'homme. L'aigle ? un traînard ! Toute cette nouvelle merveille est due au génie d'abord, ensuite au bidon d'essence. Le bidon devrait être adoré comme un dieu. C'est un dieu qui, comme tous les autres, est tantôt cruel, tantôt bienfaisant. Il peut, en effet, — idéal prussien, — vous verser une bombe sur la tête ; il peut aussi, — plus au goût français, — servir à libérer l'humanité.

L'histoire en main, il n'y a jamais eu de théorie sociale, de système politique qui ait plus fait pour le bonheur général que le bidon d'essence, en train de devenir un transformateur essentiel des mœurs. Il va, en effet, supprimer les villes en les étendant.

Sadi Lecointe irait de Paris à Louveciennes en une minute. Ne nous pressons pas de tant nous presser ; mais si nous

avons la vision claire d'un meilleur avenir, comptons le long des routes les bornes fontaines et disons-nous qu'elles ne distribuent pas que de l'essence. Elles distribuent en même temps beaucoup de ces libérations sociales que les hommes ont toujours cherchées dans la théorie et qu'ils peuvent trouver désormais dans un carburant!

Cette conception du « bonheur » et des « libérations sociales » est bien marquée du signe de la Bête douloureuse et enchaînée. Mais quelques philosophes seuls s'en sont aperçu. M. Louis Forest écrit pour les lecteurs du *Matin*, formés ou déformés par le journal qui dit tout, hormis ce qu'il faudrait dire.

Quant au « meilleur avenir » que l'essence nous réserve encore, qu'en adviendra-t-il, dans un demi-siècle, quand les puits de pétrole seront taris et que les divins bidons seront secs? M. Louis Forest ne paraît pas en avoir une « vision claire ».

Sans doute — un dieu chasse l'autre dans les temples de la science — trouvera-t-on peut-être, d'ici là, un supra-divin carburant qui permettra de faire — ô joie! — du 1.000 kil. à l'heure.

Ainsi sera justifiée la définition du philosophe Pierre Laffite : « Le progrès consiste à transporter de plus en plus vite des imbéciles de plus en plus perfectionnés. »

G. D.

LES LIVRES QUI FONT PENSER

Manuel de politique musulmane, par UN AFRICAÏN, un vol. in-16, de 190 p., 7 fr. 50 (Bossard, éd.).

En cherchant à soulever la xénophobie ethnique et le fanatisme mystique de l'islam contre la civilisation occidentale et surtout contre la France qui en est la capitale, le bolchévisme s'est identifié lui-même à la barbarie.

Le danger est d'autant plus grave et pressant que cette formidable force de regrès et de destruction que représentent les Huns, les Vandales, les ariens, donatistes, circumcellions et autres hérétiques, n'a jamais été que refoulée et contenue.

Après l'Algérie et le Maroc, nous venons de parcourir la Tunisie.

Disons-le, la situation est critique. Aussi nous ne saurions regretter avec l'auteur du *Prince Jaffar* que la Tunisie manque de poètes. Elle a ses destouriens, et c'est trop déjà. Les agitateurs d'Algérie ou du Maroc — poètes ou marabouts — prennent leur mot d'ordre à Tunis ou au Caire. Le Destour (parti de la Constitution), autour duquel grouille une racaille de politicards louches et de journalistes tarés, envoie des délégations à Paris qui sont accompagnées triomphalement jusqu'au paquebot par la populace agitant des loques et poussant des cris hostiles aux Français. Nous avons vu cela en novembre dernier.

A Paris, il va sans dire, nos bons communistes s'emploient congrûment à encourager tout cela, et Ab del Krim, et le Destour. Le 11 septembre dernier il y eut un « grand meeting », sous la présidence d'honneur (?) de l'émir Khaled (qui n'est pas émir du tout) et de Mahmoud ben Lekhal. Le

député J. Doriot prit la parole, et aussi Hadji Ali Abdel Kader. Pour nos internationalistes, le nationalisme devient excellent dès qu'il se manifeste contre la France.

Mais s'ils délirèrent, l'islam, lui, ne fait que se reprendre, secouer sa torpeur en ranimant, après douze siècles, son espoir chimérique de la conquête du monde.

Malheureusement, s'il peut, surtout avec des professeurs aussi exercés que les bolchéviks, anéantir la civilisation occidentale, sur les ruines il n'édifiera rien. Les fils de Mahomet n'ont jamais su que piller et ravager. Quand ils ne sont pas stimulés du dehors, ils s'alanguissent dans la dévotion automatique et ne paraissent vivre que pour les jeux de la cruauté et de la volupté.

Voici donc un livre, ce *Manuel de politique musulmane*, qui paraît à son heure. Nourri d'une pensée positive riche d'expérience, il est à lire.

Nous le recommandons surtout aux publicistes et politiciens, — M. Jouhaux, par exemple, — qui ont à parler (hélas !) de notre Afrique du nord. Et aussi à ses administrateurs.

« Un grand nombre d'hommes politiques ou d'écrivains, fait remarquer l'auteur, se documentent sur l'Afrique du nord par des témoignages suspects de petits arrivistes ou de ratés aigris, recherchant les places ou la notoriété, minorité représentant elle-même une minorité de leurs pareils, généralement peu considérée dans son pays d'origine.

« On a eu l'exemple de ce particulier état d'esprit lors du voyage à Paris, il y a quatre ans, d'une pseudo-délégation de Tunisiens, parmi lesquels se trouvaient les auteurs anonymes de l'abominable pamphlet *La Tunisie martyre*, où toute notre œuvre tunisienne était odieusement dénigrée et salie. Ces voyageurs qui faisaient leur promenade à Paris aux frais d'une souscription de bons gogos de chez eux, furent reçus avec honneur par la Ligue des droits de l'homme, la Ligue de l'enseignement, même par le Président de la Chambre. »

C'est le régime qui veut ça. Nous n'avons pas de politique musulmane parce que nous ne pouvons avoir aucune politique. Le « crétinisme parlementaire » ne peut être un gouvernement. La démocratie, par définition, est anti politique.

Il n'est de direction que d'un chef, un centre unifié et continu, d'en haut.

On ne l'éprouve que trop. Voici pour l'Algérie.

Après diverses mesures intempestives, insensées, et donc démocratiques, contre l'indigénat, notamment la suppression des pouvoirs disciplinaires, il y eut la loi du 4 février 1919, encore plus démocratique, qui étendit le droit de vote à plus de 400.000 indigènes en les assimilant aux citoyens français, c'est-à-dire en leur permettant l'emplette d'armes de toutes sortes sans autorisation préalable ni contrôle.

Les résultats ne se firent pas attendre, comme nous le montre l'auteur :

« Le malaise général causé par la grande guerre, la faible organisation de la police rurale et la crise d'autorité, généralisée et provoquée, donnèrent au brigandage une extension illimitée. On vit les trains dévalisés après une attaque à la grenade, des autobus pillés, des troupeaux raziés, des fermes enlevées de haute main par des bandits masqués. Depuis un demi-siècle on n'avait pas assisté à un tel déchaînement de crimes; en 1919, le nombre des attentats subit une augmentation de 3390 sur le chiffre de 1918.

« Les indigènes ne comprenaient rien à cette subite carence de l'autorité. A ce sujet, une anecdote, rapportée par M. Thomson, est, plus que tout commentaire, suggestive : « Quand les pouvoirs disciplinaires ont disparu dans la Haute-Kabylie, à Fort-National, les djemâas, le conseil des anciens des différentes communes, au bout de quelques mois, sont venues trouver l'administrateur et lui ont dit :

« — Tu n'as plus d'autorité, tes pouvoirs ont disparu. Les infractions et les délits augmentent tous les jours et d'une façon absolument inquiétante. Cela ne peut pas durer.

« — Mais il y a le juge de paix, répond l'administrateur.

« — Le juge de paix, les témoins; non, ce n'est pas cela! Quand une faute est commise, il faut frapper tout de suite le délinquant. Il n'est pas nécessaire de frapper très fort, mais il faut que la répression soit immédiate. Nous te prévenons que, puisque tu n'as pas les pouvoirs disciplinaires, nous allons faire revivre les Kanouns, c'est-à-dire les vieux usages, les vieilles pénalités berbères dont les djemâas frappaient les délinquants.

« Et malgré les observations et les protestations de l'administrateur disant qu'on n'avait pas le droit d'appliquer les Kanouns,

« on les a fait revivre, et cela avec l'assentiment de la population « kabyle. Ceux qui sont ainsi frappés s'inclinent. Et cela a duré « tant que les pouvoirs disciplinaires n'ont pas existé. »

L'expérience avait été désastreuse :

« Ébranlement du prestige français, augmentation de la criminalité et, par suite, exode de nombreux colons, fuyant le bled et vendant à des indigènes leurs propriétés insuffisamment protégées; d'où recul dangereux de la colonisation française dans un pays de peuplement, à la fois dommage politique et économique, régression... »

Il fallut bien que l'idéologie délétère cédât, que la loi du 4 août 1920 apportât une restriction sérieuse à la détention des armes et rétablît les pouvoirs disciplinaires.

Mais le mal était fait et il s'était enraciné profondément.

Le démocratisme, « l'islamomanie » ont réveillé le panislamisme que le bolchévisme n'a plus qu'à organiser.

Au Maroc, heureusement, il y eut un grand chef, énergique, fortement imbu d'esprit positif et assez indépendant de la politiquerie métropolitaine pour concevoir et appliquer une politique. Mais ce fut la guerre qui l'astreignit à prolonger ce qui ne devait être qu'une introduction : « la politique des grands caïds ». Citons encore l'auteur :

« Ce qu'on a appelé politique « des grands caïds » en Afrique du nord, et plus particulièrement au Maroc, dans un passé récent, ne correspond heureusement pas à un plan d'ensemble et durable, établi sur des données logiques et visant au définitif. Cette politique est une politique d'expédient, ayant sa source dans les nécessités immédiates du moment, qui seules la justifient (pénurie d'effectifs, insuffisante préparation en vue d'une occupation territoriale). Elle se résume ainsi : la nation conquérante demande aux chefs indigènes locaux, à qui elle suppose de l'influence et sait des moyens d'action matériels, une activité très étendue dans leur rôle militaire et de haute police ; en échange des efforts consentis par ces chefs, et qui les déchargent d'autant des leurs, les représentants de la nation conquérante restreignent leurs pouvoirs de contrôle, se contentent d'une occupation de fait et consentent à fermer les yeux sur les abus et exactions inhérents, en islam, à l'usage de tout pouvoir fort non modéré par la crainte.

« Une sorte de contrat tacite — *do ut des* — lie le chef indigène au gouvernement protecteur ; celui-ci se relâche de son rôle de

surveillance administrative en proportion du concours qu'il exige par ailleurs du caïd; le caïd s'appuie sur le pouvoir du conquérant, qui consolide et étend ses privilèges et avantages, et au besoin les défend.

« Cette politique est un pis-aller dont l'emploi, suivant le temps et le lieu, — pendant une guerre européenne, par exemple, dans des régions vidées de troupes, — rend de précieux services. Simple mesure d'opportunité elle ne saurait être érigée en méthode suivie.

« Elle rompt le contact entre le peuple conquérant et la masse indigène, devenue sans recours effectif la proie de la clientèle avide qui entoure les chefs locaux. Elle ne justifie pas moralement la conquête. Au malaise que provoque la venue du chrétien s'ajoute le ressentiment venu de l'oppression qu'il tolère et fortifie. Une telle politique hypothèque l'avenir en préparant les ferments de haine et de désordre. »

Nous savons que nul ne le déplore aussi vivement que le maréchal Lyautey. D'autant plus que cela contribue à l'islamisation du Berbère.

L'auteur le constate :

« Le Maroc était, avant la guerre, profondément indifférent au reste de l'islam, avec lequel il ne communiquait guère qu'à l'occasion des pèlerinages de la Mecque. L'opinion de Stamboul le laissait froid...

« Beaucoup plus récent que le panislamisme, mais davantage fécond en résultats positifs, le nationalisme est venu donner des directives plus concrètes aux aspirations des peuples islamiques. »

Cette islamisation inquiétante fut favorisée aussi, directement, par nous-mêmes, car nos officiers et nos administrateurs qui ne connaissaient que l'arabe se faisaient ainsi les propagateurs de la langue du Koran.

A ce sujet, « un Africain » rapporte ce que lui disait un contrôleur civil :

« Depuis trois ans que je réside dans un poste de pays berbère, j'ai vu l'évolution s'accomplir pour ainsi dire sous mes yeux; le nombre des écoles coraniques a quadruplé dans les douars depuis l'occupation; celui des néophytes pratiquant toutes les obligations rituelles a augmenté dans les mêmes proportions, et les progrès continuent sans cesse. »

Ainsi donc, d'après ce que nous avons constaté nous-même et suivant l'auteur :

« L'islamisation des Berbères se poursuit très rapidement depuis l'occupation française, par suite du contact politique que la conquête progressive du bled siba crée entre lui et l'ancien pays makhzen, très arabisé. L'extrême facilité des communications, l'accroissement des transactions font que les Berbères se mettent vite à la langue arabe en même temps qu'à la religion musulmane, laquelle leur est immédiatement accessible en leur qualité de peuples primitifs. Comme le remarque A. Comte : « Toute religion, surtout à popularité très prononcée, doit évidemment s'apprécier, en dynamique sociale, suivant la manière dont elle était habituellement entendue par les masses et non d'après le sens plus raffiné qu'ont pu y attacher secrètement quelques affinis. »

Cependant, on s'est gardé au Maroc des lourdes fautes commises en Algérie où l'on prépara des verges pour nous fouetter en organisant l'enseignement musulman, notamment dans les régions qui étaient fort peu islamisées comme la Kabylie. Au Maroc, on s'est abstenu de multiplier les écoles franco-arabes, et donc d'installer et d'entretenir ce ferment de sédition qu'est l'instituteur algérien.

Mais, si les circonstances et les ressources l'avaient permises, il eût été utile de répandre l'enseignement franco-berbère, — la langue française pour les Berbères, la langue berbère pour les fonctionnaires et officiers français.

Quelques écoles franco-berbères ne suffiraient point à enrayer la diffusion de la langue arabe, ce ne serait qu'un palliatif dérisoire, objecte l'auteur. Quelques écoles, peut-être. Mais beaucoup ?...

C'est la seule lacune, à notre avis, de cet excellent *Manuel* : L'auteur n'a pas assez tenu de compte de la psychologie berbère, — beaucoup plus proche de la nôtre, malgré les apparences, que de celle de l'Arabe. De même, ils oublient l'histoire de ce peuple ceux qui, comme M. René Bazin, proposent de le christianiser. Le Berbère est foncièrement fétichiste. Il ne saurait être chrétien non plus que vrai musulman. Quand des croyances monothéistes lui furent imposées par les armes ou par la faim, il sut toujours reconquérir son autonomie morale par l'hérésie. Chrétien, il fut donatiste; musulman, kharedjites. Le Berbère n'est jamais orthodoxe.

Toujours il revient au culte multiple des forces et des choses personnifiées et animées. De là, il ne peut aller qu'au positif.

A proprement parler, et l'auteur lui-même l'a noté, ce n'est pas l'islam qui se propage pour l'islam. Il n'est qu'un moyen de concentration, un ralliement. Pour le Berbère, c'est une forme de xénophobie qu'exalte l'instinct guerrier de la race. Quand la Jeanne d'Arc berbère du VIII^e siècle, la Kahéna soulevait les tribus du sud tunisien contre les hordes du Prophète et se faisait tuer héroïquement sous les murs du Colisée d'El Djem, ce n'est point au Koran qu'elle résistait, mais à l'étranger.

Si nous avons un parti pris théiste, nous conseillerions, au contraire, la propagation de l'islamisme chez les Berbères. Ce serait un puissant dissolvant de la religion mahométane. Mais il s'agit de notre œuvre civilisatrice, du rayonnement français, de notre puissance et de la sécurité de nos compatriotes en Afrique du Nord.

C'est pourquoi, avec l'auteur, nous protestons contre tout ce qui énerve notre autorité, renforce l'islam et porte atteinte à notre prestige : l'idéologie démocratique appliquée dans une légifération absurde comme l'islamomanie godiche qui a fait édifier la mosquée et l'institut musulman de Paris.

Une politique clairvoyante, qui sait, qui prévoit, qui pourvoit est le plus grand bienfait qu'on puisse dispenser aux indigènes. Et c'est peut-être le seul bienfait auquel ils soient sensibles.

« Nous n'avons pas de tribus plus fidèles que celles où nous dûmes vaincre la plus courageuse opposition, écrit l'auteur ; les anciens dissidents sont les meilleurs partisans... Le conquérant ne sera admis, puis respecté et obéi qu'autant qu'il aura mieux témoigné de cette force mêlée d'équité et que l'indigène en aura davantage senti les effets et les aura jugés irrésistibles. On peut même aller plus loin et dire que toute occupation est éphémère si elle n'a pu débiter par des actes de force mesurée et dénuée d'inutiles violences.

« Le conquérant, en dépit de toutes concessions bienveillantes ultérieures, devra toujours garder l'attitude du chef, de celui qui prévoit, ordonne, dirige et, au besoin, après avoir prévenu, réprime tous les écarts... Il ne se départira, dans aucune occasion, de son privilège d'autorité souveraine. »

Memento tu regere, c'est le titre d'un chapitre de ce précieux *Manuel*. Il en résume l'idée directrice. Et c'est vraiment celle que ne doivent jamais perdre de vue ceux qui ont la haute mission de rallier à la France universelle, de protéger et d'instruire les peuples arriérés.

G. D.

Pour comprendre l'art musulman dans l'Afrique du Nord et en Espagne, par P. RICARD. un vol. in-16, relié de 352 p., avec 554 dessins, schémas et photographies, XIII planches, 2 cartes et 1 tableau. (Librairie Hachette).

M. Prosper Ricard est un des plus utiles collaborateurs du maréchal Lyautey. Chef du service des arts indigènes du Maroc, il s'est appliqué à retrouver et à enseigner — aux artisans de Fès, Meknès, Rabat, Marrakech qui, par nonchalance ou découragement devant l'envahissement de la camelote anglaise et allemande, les avaient laissé perdre, — les techniques des petites industries indigènes, plus ou moins artistiques : enluminure, reliure, ébénisterie, broderie, tapisserie, teinturerie, ciselure et gravure, tapisserie, etc. Nul n'était donc plus apte à entreprendre cet ouvrage.

Entendons qu'il dit, exactement « l'art musulman » et non « l'art arabe ». C'est que l'art arabe n'existe pas plus, sans doute, que la science arabe. L'« arabesque » même est d'origine indienne. Ces nomades n'ont jamais su que piller et détruire.

Mais l'auteur nous montre bien qu'il y a un art musulman qui n'est pas négligeable. Qu'il soit spécifiquement musulmane, ce serait à voir de plus près. En Afrique du Nord, surtout en Tunisie, la plupart des mosquées ont été édifiées avec des matériaux puniques, romains et byzantins. La mosquée de Sidi Obka à Kairouan que nous visitâmes récemment est un musée de colonnades et de chapiteaux de tous les styles et de tous les temps antérieurs.

Il semble bien que l'art musulman ne s'est épanoui qu'au contact de races moins barbares, de civilisations mieux établies et de pensée plus féconde que le sec fanatisme des sectateurs du Prophète, — en Espagne et en Numidie. D'autre

part, la course, la piraterie, les hasards des combats lui fournissaient des ouvriers, des architectes et des artistes chrétiens et juifs. Dès que l'islam est abandonné à ses propres moyens, il s'alanguit et meurt. L'auteur sait bien, d'ailleurs, dans quel état de délabrement étaient, notamment à Fès, la capitale spirituelle du Maghreb, les médersas les plus réputées et les mosquées les plus vénérées.

L'auteur nous rappelle, il est vrai, que l'apport de l'art musulman est indéniable dans le style *mudéjar* de Tolède et que M. Émile Mâle a signalé dans différentes constructions romanes, les églises de la Charité-sur-Loire, de Notre-Dame du Port, de la cathédrale du Puy, de l'hôpital Saint-Blaise, etc., l'influence de l'Espagne musulmane.

Il y a là un gros problème que nous ne nous chargeons pas de résoudre. Nous croyons toutefois que ce n'est par l'archéologie qui le peut tenter, mais l'ethnologie, l'histoire politique et la psychologie des croyances.

« La nature est la grande inspiratrice de l'art occidental, écrit M. P. Ricard, C'est elle qui, à toutes les époques, lui fournit ses modèles, l'âme de sa vie et de son mouvement. C'est d'elle qu'il tire tous ses accents. C'est vers elle qu'il se tourne sans trêve pour y découvrir une voie nouvelle et des développements inédits. L'art d'Extrême-Orient ne procède pas d'une manière différente.

« L'art musulman, au contraire, se détourne de la réalité des choses existantes. Il paraît rejeter systématiquement ce qui se rattache, de loin ou de près, au monde vivant. Il ne se complaît que dans la traduction de vues intérieures, imaginaires. Art de pure invention, de fantaisie complète, d'idéalisme intégral, il s'affranchit de toute entrave matérielle et exprime, dans une langue qui lui est propre, son esthétique particulière. »

C'est reconnaître justement que l'art musulman est condamné à se figer et à s'épuiser. La vie seule se perpétue, se renouvelle et se développe.

L'interdiction, sous menace des peines éternelles, de reproduire, tant par la sculpture que par la peinture, des êtres animés et surtout l'homme et les dieux humanisés est bien dans la logique du monothéisme absolu, c'est-à-dire du théologisme absolu. C'est dans la mesure où le Berbère est resté fétichiste qu'il conserve quelque sentiment artistique. Il n'est

que de visiter la demeure d'un chérif, dévot, riche et lettré, pour se convaincre, devant l'accumulation d'articles de bazar des plus hétéroclites : pendules, lits de fer, phonographes, etc., que le maître du logis est dénué de tout sens esthétique.

Dans l'euphorie de la conquête, dans une ambiance de civilisation, grâce à certaines circonstances favorables qui procuraient les matériaux, l'outillage et la main-d'œuvre, il y a eu un art musulman. Mais cet art est mort. Et la meilleure preuve, c'est que les musulmans d'aujourd'hui sont bien incapables de l'apprécier.

Ces réserves faites, nous comprendrons mieux, avec un guide averti comme celui-ci, l'art musulman. L'auteur n'a rien omis. Les seuls titres des chapitres le montreront : I. L'art en Berbérie aux temps préhistoriques ; II. Période antique ; III. L'industrie des Berbères ; IV. Période musulmane ; V. La construction ; VI. Les éléments du décor architectural ; VII. Les procédés du décor architectural ; VIII. L'ornementation : l'arabesque ; IX. Édifices religieux ; X. Les édifices militaires ; XI. Édifices privés ; XII. Travaux et édifices publics ; XIII. Les arts industriels ; XIV. La période française.

On voit quelle documentation, quel travail patient et méthodique a nécessité un tel ouvrage. Aussi complet que possible, il est indispensable aux touristes, aux artistes, à tous ceux qu'intéresse l'histoire de l'art.

G. D.

Cette publication est un recueil de notes critiques, d'aperçus immédiats, d'impressions, d'avertissements, en bref l'affirmation d'une pensée vivante qui n'a plus à se chercher. Les documents, les études, la méthode et la doctrine qui ont formé, systématisé le simple bon sens que nous appliquons ici sont exposés dans les Œuvres complètes d'**Auguste Comte**, **Pierre Laffitte** et **Georges Deherme**. (Librairie Émile Blanchard, 10, rue de la Sorbonne, Paris).

Le Positivisme intégral. Foi, morale, politique, d'après les dernières conceptions d'A. Comte, par ALFRED DUBUISSON. Un volume in-8° carré de VIII-352 pages 6 fr. (G. Crès, éditeur, 116, boulevard Saint-Germain, Paris).

PRINCIPAUX OUVRAGES DE GEORGES DEHERME

- L'Afrique occidentale française.** Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France). — Un vol. in-8, 528 pages, 1908. (Bloud, éditeur)... 6 fr. »
- Auguste Comte et son œuvre : Le Positivisme.** Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors-texte. 1909. (Groupe Auguste-Comte)..... 2 fr. 50
- La Crise sociale.** Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3^e édition. (Bloud, éditeur)..... 6 fr. »
- Croître ou disparaître.** La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. 1 vol. in-16, 270 pages, 1910. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Les Classes moyennes.** Étude sur le parasitisme social. Un vol. in-16, 320 pages, 1912. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Pouvoir social des femmes.** Un vol. in-16, 280 pages, 1914. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Penser pour agir.** Un vol. in-18 Jésus de xvi-318 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- L'Argent et la richesse.** Un vol. in-18 Jésus de viii-266 pages, 3^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Nombre et l'Opinion publique.** Un vol. in-18 Jésus de xv-260 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur). . . 7 fr. 50
- Aux Jeunes Gens. Un maître : Auguste Comte. Une direction : le positivisme.** Un vol. in-18 Jésus de iv-150 pages, 1921. (Librairie Ém. Blanchard)..... 5 fr. »
- Le Positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 460 pages, 1923. (Librairie Ém. Blanchard)..... 10 fr. »
- Pensées et Préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de xiv-268 pages, 5^e éd., 1924. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50